

**Réponse à la consultation publique de l'ARCEP sur le projet de décision précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique en dehors des zones très denses**

**Position d'Ericsson sur la réglementation des solutions d'accès large bande fixe**

Ericsson précise en quelques lignes sa position sur les axes réglementaires présentés dans la consultation de l'ARCEP:

- Ericsson soutient l'importance de règles sur le long terme qui assureront du déploiement du très haut débit fixe sur les différentes parties du territoire français et favoriseront ainsi le développement des usages. Cette approche est essentielle pour éviter une fracture numérique entre les zones très denses et les zones moyennement et peu denses.
- Le déploiement des solutions large bande fixes devra se faire dans un souci d'investissement raisonné où les possibilités de co-investissement et éventuellement subventions permettront d'une part la rentabilité de ces architectures de nouvelle génération pour les zones à faible densité de population et d'autre part préserveront la compétitivité sur le marché.
- Ericsson reconnaît par ailleurs que la capacité à fournir un accès très haut débit représente pour un opérateur une source de différenciation pour la définition d'offres de services innovants.
- Le choix de l'architecture technique finale devra prendre en considération les enjeux technico-économiques et les performances des solutions pour offrir des services multimédia innovants aux particuliers et professionnels.
- Au delà d'un partage de l'infrastructure passive, et dans l'hypothèse d'une rentabilité insuffisante ou d'une offre non compétitive avérée, des solutions complémentaires d'« Open Access », techniquement réalisables dès à présent, permettront d'offrir de la revente de capacité entre acteurs du marché (« unbundling », « bitstream access », « active line access »). L'offre de service pour l'utilisateur final sera ainsi potentiellement étendue.
- Les offres de type « Open Access » représentent aussi une alternative économique intéressante pour lisser un investissement (ou un co-investissement) dans une infrastructure très haut débit. En effet, le déploiement d'un opérateur tiers sur une première zone géographique pourra ainsi être complété par une offre d'« Open Access » sur une autre zone. L'offre de service de l'opérateur sera ainsi étendue géographiquement.

## **Position d'Ericsson sur les modalités d'accès aux lignes à très haut débit en fibre optique**

Concernant tout particulièrement l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique en dehors des zones denses, Ericsson considère en effet importants les points suivants:

### **(Article 2)**

Ericsson souligne l'ambiguïté entre la définition de l' « opérateur d'immeuble » donnée dans cet article et le rôle de cet « opérateur d'immeuble » présenté dans d'autres articles (exemple article 5) où il est fait référence à l'opérateur qui déploie en zone arrière du point de mutualisation.

### **(Article 3)**

Il nous semble en effet judicieux de considérer un nombre minimum de lignes raccordées par point de mutualisation pour s'assurer de la rentabilité de ces investissements. Une borne basse (fonction de la distance au point de mutualisation et de l'existence d'une offre de collecte) de 300 lignes nous semble également raisonnable d'un point de vue technique (nombre d'armoires au regard de leurs encombrements). Une offre associée d'"Open Access" au niveau de l'infrastructure active pourrait être un outil complémentaire pour permettre une rentabilité économique plus rapide pour un nouvel acteur sur la zone géographique concernée.

Il est également nécessaire de s'assurer d'un niveau de déploiement du réseau horizontal suffisant pour que les opérateurs soient en mesure d'évaluer l'équation économique d'une zone d'habitation. L'horizon proposé de 3 à 5 ans nous apparaît donc raisonnable.

### **(Article 4)**

Pour les zones moyennement et peu denses, l'accès aux fibres optiques installées dans les bâtiments & logements devra pouvoir se faire de manière transparente à un point de mutualisation externe accessible aux différents acteurs du marché pour assurer à l'utilisateur une offre compétitive.

L'existence de segment de transport du réseau d'infrastructures de génie civil de l'opérateur historique, d'opérateurs alternatifs ou de collectivités territoriales sera un point déterminant pour le choix du point de mutualisation afin de permettre le raccordement d'opérateurs tiers à moindre coûts et de manière efficace.

Dans ce contexte, une offre de raccordement optionnelle jusqu'à ce point de mutualisation pourrait être proposée.

### **(Article 5)**

Le maillage géographique devra permettre d'éviter des déploiements non-homogènes liés à des trous ou des recouvrements de couverture. Il nous semble pertinent de considérer une maille géographique suffisante telle que celle représentée par des groupements de communes ou la zone arrière d'un NRA permettant de justifier économiquement le déploiement en amont de cette maille de réseaux de collecte. Ceci pour des déploiements cohérents et économiquement réalistes. Le choix final devant se faire en concertation avec les acteurs privés et publics concernés et sur l'initiative de l'opérateur d'immeuble.

### **(Articles 6 & 7)**

Il nous apparaît également cohérent que revienne à l'opérateur d'immeuble l'offre d'accès au point de mutualisation et à l'accès passif ainsi que la nécessité de proposer, dans des conditions équitables, l'hébergement d'équipements passifs et actifs aux différents opérateurs tiers. Dans le cas d'un déploiement du PM en armoire de rue, le déploiement de l'actif d'un opérateur demandeur devrait se faire dans une armoire annexe pour éviter une sur-ingénierie et un surcoût de l'armoire principale.

**(Articles 8, 9 & 10)**

Il nous apparaît essentiel de mettre en place des modalités de cofinancement qui favoriseront la compétitivité sur le marché et la présence d'opérateurs tiers de manière transparente et non discriminatoire.

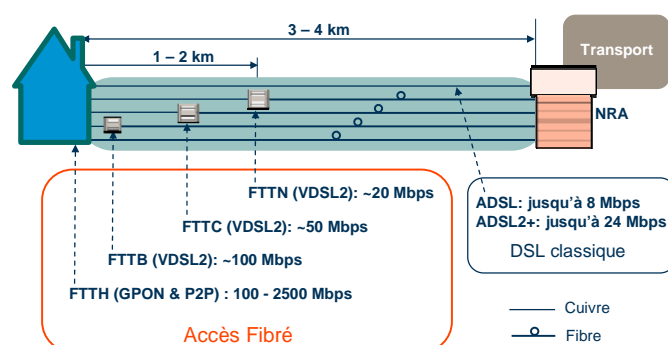
**Conclusion**

Ericsson précise également sa capacité à accompagner le déploiement du très haut débit en France par une offre de bout-en-bout couvrant aussi bien les solutions FTTH (GPON ou point-à-point) que les solutions FTTC + xDSL. Le schéma ci-dessous résume les caractéristiques en débit des différentes solutions proposées d'accès fibrés.

## Accès Fibré au Très Haut Débit

Solution Ericsson

- Solution complète d'équipements actifs/ passifs et de services
- Architecture support de services multimédia variés



Ericsson souligne que pour des besoins en débits supérieurs à ceux proposés par l'ADSL, il est intéressant de prendre aussi en considération les solutions large bande mobiles.

Sur la base des disponibilités de la bande 800 MHz (dividende numérique), le déploiement des solutions HSPA/LTE pourra par exemple être envisagé pour éviter les risques de fracture numérique. Même si les performances proposées ne sont pas comparables à celles du FTTx, les solutions mobiles HSPA/LTE (dont les débits pourront atteindre jusqu'à plusieurs dizaines de Mbps, suivant les choix d'ingénierie, les fréquences disponibles et la charge du réseau) représenteront ainsi une alternative pour une couverture des zones peu denses, non encore desservies en FTTx.



Ericsson considère de plus que les solutions large bande mobiles coexisteront dans les prochaines années avec les solutions haut débit fixe FTTx dans la mesure où elles sont complémentaires et permettent de répondre ensemble aux différents besoins des utilisateurs finaux.